

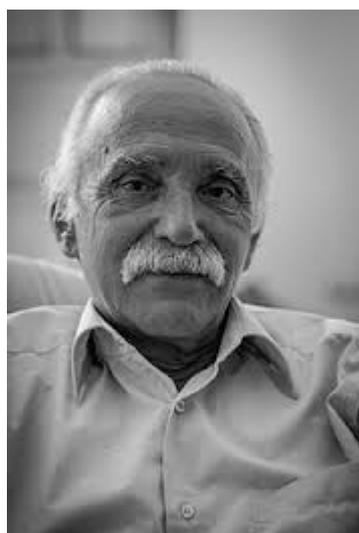


Extrait du UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article5387>

Fin de Mandat pour Obama, trop peu, trop tard

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mardi 7 février 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par Michael Warschawski. Publié dans Siné Mensuel, Février 2017.

Au cours de ses deux mandats, Barak Obama n'a pas toujours su faire preuve de courage, et certains de ses projets ambitieux sont restés lettre morte, face à un Congrès à majorité républicaine et farouchement hostile au programme du locataire de la Maison Blanche. Reconnaissons-lui quand même la bataille menée, avec succès, pour la couverture maladie de plusieurs dizaines de millions de citoyens étatsuniens démunis - mesure que Donald Trump a déclaré vouloir rapidement abolir.

Mais c'est en politique étrangère que l'échec du Président sortant a été le plus flagrant, en particulier dans le dossier palestinien-israélien, qu'il avait pourtant, au début de son mandat, mis au cœur de ses priorités : on se souvient du discours du Caire dans lequel Obama avait fait une analyse de la situation politique au Moyen Orient qui n'aurait pas dépareillé dans la Revue d'Études Palestiniennes, et où il expliquait avec une grande clarté pourquoi la stabilité du Proche Orient exigeait de mettre fin à l'occupation coloniale israélienne.

Face à une alliance entre le gouvernement israélien d'extrême-droite, la droite républicaine, les Évangélistes et une partie du lobby juif, le Président avait dû faire marche arrière, au point de décider de se désengager complètement de ce que d'aucuns continuaient à appeler « processus de paix ». Au-delà du blocage mené par Netanyahu, Barak Obama avait dû subir en outre une longue série de propos désobligeants et même d'humiliations de la part de dirigeants israéliens.

La fin de son mandat approchant, le Président sortant se sent les coudées franches pour prendre de petites revanches sur ses adversaires, ne serait-ce que symboliquement : il gracie la soldate Chelsea Manning, débloque 500 millions de dollars pour le Fond Vert pour le Climat... et 220 Millions de dollars pour l'Autorité Palestinienne et la reconstruction de Gaza. Mieux, beaucoup mieux : pour la première fois depuis 1973, il n'utilise pas son droit de veto au Conseil de Sécurité qui votait ainsi une résolution dénonçant sans ambiguïté la colonisation israélienne en Cisjordanie.

Israël se console en répétant que Barak Hussein Obama était une espèce d'islamo-gauchiste (qui a pourtant fait voter, avant son départ, une aide de 37 milliards [sic] de dollars à l'État hébreu, pour les dix ans à venir...pas rancunier le gars), et qu'avec Donald Trump, tout allait revenir dans l'ordre. S'il est clair que l'idéologie d'extrême droite et raciste de Trump résonne avec celle du gouvernement israélien, et en particulier son islamophobie, le nouveau Président étatsunien peut néanmoins causer de très mauvaises surprises aux dirigeants de Tel Aviv : contrairement à tous ses prédécesseurs depuis la fin des années soixante, Trump est un électron libre qui n'est pas lié aux différents lobbys pro-israéliens, et le fait que sa fille soit mariée à un Juif ne doit pas faire oublier les nombreux antisémites qui l'entourent ou le soutiennent. Qui peut garantir à Benjamin Netanyahu que dans un an ou deux le nouveau Président ne va pas signer un accord avec la Russie et l'Iran sur le dossier Syrien, voire même sur une Conférence Internationale visant à mettre fin au conflit colonial en Palestine ? Avec Donald Trump tout est possible, et Netanyahu ferait bien de s'en souvenir avant de vider les caisses de champagne rose de sa femme Sarah.

Michael Warschawski

Publié dans Siné Mensuel, Février 2017